

LE "CAPITAL"
DE MARX
AU CŒUR DES
LUTTES ACTUELLES

(PREMIÈRE PARTIE)

PAUL BOCCARA

A l'occasion du centenaire de la première édition française du livre Premier du « Capital », édité en 1872, nous publions une étude de Paul Boccara sur l'actualité de l'œuvre maîtresse de Marx, étude parue dans les « Cahiers du Communisme » d'octobre et de novembre 1972.

Ici est publiée la première partie : « L'exploitation capitaliste en France, son extension et ses traits récents à la lumière du Capital ».

La deuxième partie : « Le Capital et la théorie de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat » paraîtra dans notre numéro de décembre.

I — L'EXPLOITATION CAPITALISTE EN FRANCE, SON EXTENSION ET SES TRAITS RECENTS A LA LUMIERE DU « CAPITAL »

Présentant son œuvre principale « Le Capital », Marx déclare :

« Il ne s'agit pas ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces lois elles-mêmes, des tendances, qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer [...]. Le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne » (1).

1. « Le Capital », préface de la première édition allemande, Livre premier, tome I, Editions sociales, pp. 18-19).

Marx n'a pas l'intention d'étudier tous les aspects de la société bourgeoise dans « Le Capital ». Bien plus, il n'entend pas y analyser la vie économique capitaliste dans sa totalité, même dans les conditions historiques de son temps. Il s'attache aux lois essentielles du mouvement de l'économie capitaliste, estimant que, sur cette base, l'étude de la totalité économique capitaliste concrète pourra être menée à bien par la suite.

2. Lettre à Kugelmann du 28 décembre 1862, dans Marx-Engels : « Lettres sur le Capital », Editions sociales, p. 130.

3. Voir, par exemple, « Le Capital », livre troisième, t. I, p. 128.

« C'est la quintessence et le développement de ce qui va suivre pourrait facilement être réalisé par d'autres sur la base de ce qui est déjà écrit », confie-t-il dans une lettre où il annonce son ouvrage après une première ébauche d'ensemble (2). Il évoque, d'ailleurs, expressément dans « Le Capital » la limitation de son plan aux fondements essentiels de la théorie de l'économie capitaliste ainsi que « la suite » à lui donner ultérieurement (3).

Marx réussit finalement, après des dizaines d'années de travail préliminaires, à consacrer son œuvre maîtresse aux principes essentiels du mouvement économique capitaliste. Il peut ainsi aller au-delà des apparences de la production de son temps, dont l'évocation vivante anime cependant de nombreuses pages de son ouvrage, et dévoiler les contradictions antagoniques profondes, irréductibles, de la société capitaliste. C'est pourquoi

« Le Capital » voit son caractère éminemment critique et révolutionnaire s'affirmer de nos jours dans les conditions de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

Son analyse permet de dégager derrière les formes historiques concrètes variables les antagonismes permanents fondamentaux du capitalisme. Elle permet aussi de comprendre la signification de la nouveauté des formes historiques récentes et le sens de l'évolution exigeant le dépassement révolutionnaire du capitalisme. Afin de vérifier ou plutôt d'illustrer à grands traits ce double aspect de l'actualité du « Capital » dans la France d'aujourd'hui, nous considérerons successivement :

- Certains caractères récents de l'exploitation capitaliste des travailleurs, que nous examinerons dans cet article.
- L'explication et les perspectives de la crise actuelle du capitalisme monopoliste d'Etat, qui feront l'objet d'un second article.

LA PROPRIETE CAPITALISTE DES MOYENS DE PRODUCTION ET L'EXPLOITATION

L'aggravation de l'exploitation capitaliste en France, dans la dernière période, est telle que ses maux tendent à être de plus en plus ressentis comme intolérables. Tendent aussi à grandir la conscience de la contradiction des difficultés actuelles des travailleurs avec les possibilités de vivre mieux et autrement en raison du progrès des forces productives modernes. En même temps, le grand patronat et le pouvoir redoublent d'efforts pour camoufler l'exploitation, pour attribuer les maux sociaux qu'elle engendre au progrès technique rapide lui-même, pour intégrer les travailleurs au système qui les opprime et empêcher la mise en cause de la propriété du grand capital.

Un orfèvre en démagogie, récemment promu par Pompidou aux affaires « sociales », Edgar Faure, prétend : « L'aliénation du travailleur, dans la société industrielle moderne, naît moins d'un statut de propriété que d'une relation de pouvoir. » Et de célébrer les nouvelles « formes contractuelles de rétribution », la devise « liberté, égalité, fraternité » ; et de préconiser une « expérience concertée » en direction d'un « changement qualitatif dans les rapports entre le travail, le capital et le management », allant « vers le dépassement de la condition de salariat » grâce à une socialisation « sans expropriation » (1).

Cependant, comme l'a démontré Marx dans le Livre premier du « Capital », si les prolétaires sont réduits à vendre périodiquement leur force de travail contre un salaire, c'est parce qu'ils n'ont pas d'autre moyen pour vivre car ils sont privés de la propriété des moyens de production. Ils sont contraints, pour subvenir à leurs besoins matériels vitaux et à ceux de leurs

1. Edgard Faure : « L'Âme du combat. Pour un nouveau contrat social », 1970, notamment pp. 265, 273, 342.

familles, à accepter la vente de leur force et donc la loi d'utilisation de leurs acheteurs capitalistes, propriétaires monopoleurs de l'argent accumulé et des moyens de production. « Le Capital » étudie d'ailleurs, minutieusement, le processus d'expropriation plus ou moins violent des producteurs indépendants, paysans et artisans, à propos de « l'accumulation primitive » des débuts du capitalisme. Les capitalistes, de leur côté, n'ont pas pour but la production pour la consommation. Ce qu'ils veulent, c'est accroître sans cesse les richesses dont ils sont propriétaires : c'est que leur capital rapporte du profit, qu'il soit encore accru à partir du profit accumulé, qu'il puisse rapporter alors un profit accru, et ainsi de suite.

Le travail de production crée la valeur des marchandises, laquelle est mesurée par la quantité de travail moyen contenue dans un produit. Aussi, ce sont les travailleurs qui produisent la valeur supplémentaire dont le profit est une forme monétaire, la plus-value. Poussés par la concurrence capitaliste — où, en général, les petits capitaux sont battus par les gros — les capitalistes visent à faire produire le maximum de plus-value, de profit, et à l'accumuler le plus possible en capital. Pour cela, ils s'efforcent de tirer le plus de travail possible d'une même force de travail salariée dans des conditions données.

Dans la production des marchandises, le travail des ouvriers crée, à proportion de sa durée, la valeur qui s'ajoute à celle des moyens matériels, antérieurement produits, usés dans la production. Pendant une première partie de la journée, le travail des prolétaires doit créer une valeur correspondant à la consommation accordée par le salaire, prix de la force de travail. Ensuite, le reste du temps, il crée une valeur supplémentaire, au-delà des valeurs avancées par le capitaliste, la plus-value. Les capitalistes récupèrent leur capital et, en outre, réalisent la plus-value, sous la forme du profit, en vendant les produits du travail dont ils sont propriétaires.

« En retirant sans cesse au travail son produit et en le portant au pôle opposé, le capital... [la production capitaliste] empêche ses instruments conscients de lui échapper. La consommation individuelle, qui les soutient et les reproduit, détruit en même temps leurs subsistances, et les force ainsi à reparaître constamment sur le marché. Une chaîne retenait l'esclave romain ; ce sont des fils invisibles qui rivent le salarié à son propriétaire. Seulement ce propriétaire, ce n'est pas le capitaliste individuel, mais la classe capitaliste » (1).

(« Le Capital », Livre premier, t. III, p. 16). Nous nous référons par la suite « Le Capital » en indiquant uniquement les livres, tomes et pages.

Tout cela, qui définit l'essence des rapports fondant l'exploitation et l'accumulation capitalistes, caractérise toujours dans son essence l'économie française actuelle fondée sur la domination de la propriété capitaliste des moyens de production. Même les entreprises publiques, essentiellement minoritaires, sont utilisées pour accroître le profit et le capital privés des monopoles, comme nous le préciserons dans le deuxième article.

**LA « LIBERTE CONTRACTUELLE »
DES TRAVAILLEURS
ET LA LUTTE CONTRE LE MONDE
A L'ENVERS DU CAPITALISME**

On nous vante les nouvelles « formes contractuelles de rétribution ». Cependant, comme le démontre « Le Capital », le salaire capitaliste a toujours résulté d'un contrat. Le prolétaire pourrait refuser de vendre sa force de travail. Mais s'il le faisait systématiquement, ce serait pour mourir de faim. Dans cette transaction par contrat libre, l'un vend sa force vitale pour vivre, l'autre achète pour gagner un profit et accroître son capital.

« Le procès de production capitaliste reproduit... la séparation entre travailleurs et conditions de travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capital en état de l'acheter pour s'enrichir » (1).

1. Livre premier, t. III,
p. 20.

La libre et égale concurrence sur le marché du travail a pour conséquence que la limite inférieure du salaire et des conditions de travail est la limite au-dessous de laquelle les besoins vitaux (historiquement déterminés) des prolétaires ne sont plus satisfaits. Alors le « matériel humain » se dégrade, son renouvellement est compromis. La limite supérieure du salaire est celle qui porte atteinte aux taux de profit du capital. Dans ce cas, les capitalistes peuvent faire pression sur les travailleurs en les réduisant au chômage, notamment par leur façon d'utiliser les machines pour faire qu'une partie des travailleurs soit en surnombre, comme on s'en aperçoit tout particulièrement aujourd'hui.

« L'offre et la demande cessent d'être des mouvements partant de deux côtés opposés, celui du capital, celui de la classe ouvrière. Le capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente la demande de bras, elle augmente aussi l'offre en fabriquant des surnuméraires [chômeurs]. Ses dés sont pipés. Dans ces conditions la loi de l'offre et de la demande consomme le despotisme capitaliste » (2).

2. Livre premier, t. III,
p. 83.

Et encore :

« La machine entre les mains du capital... en mettant en disponibilité les ouvriers déplacés... produit une population ouvrière surabondante qui est forcée de se laisser dicter la loi [...] Le moyen le plus puissant de raccourcir le temps de travail devient par un revirement étrange, le moyen le plus infallible de transformer la vie entière du travailleur et de sa famille en temps disponible pour la mise en valeur du capital » (3).

3. Livre premier, t. II,
pp. 90-91.

Les conditions de domination de la propriété capitaliste entraînent la contrainte économique pesant sur les travailleurs, visant à répondre à leurs besoins vitaux en concluant librement les

contrats capitalistes d'embauche et de salaire. Elles ont aussi pour conséquence le fait que les capitalistes poursuivent un but illimité dans son principe : l'enrichissement en valeur, l'accumulation du capital, et non seulement leur consommation de luxe.

C'est pourquoi :

« Comme producteur et metteur en œuvre de l'activité d'autrui, comme exploiteur de la force de travail et soutireur de travail extra, le système capitaliste dépasse en énergie, en efficacité et en puissance illimitée tous les systèmes précédents de production fondés directement sur les différents systèmes de travaux forcés » (1).

1. Livre premier, t. I, p. 303.

Même si la consommation réelle du travailleur peut croître, c'est un moyen de lui faire tendre ses forces au maximum. La croissance des besoins en produits matériels marchands dans les conditions techniques de la civilisation actuelle et leur conditionnement par la publicité capitaliste fait de notre prétendue société de consommation, une société de production matérielle, de surexploitation et d'accumulation forcées, rationnant cependant la satisfaction de certains besoins vitaux des travailleurs. Le travailleur doit fournir plus de travail gratuit, produire plus de plus-value, s'il veut obtenir que soit un peu accrue la petite partie qui lui revient sur ce qu'il produit. Et c'est de sa force vitale et de son temps de vie qu'il paye.

Le marché est « un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Égalité, Propriété [...Mais le prolétaire est] quelqu'un qui a porté sa propre peau au marché, et ne peut s'attendre qu'à une chose : à être tanné » (2).

2. Livre premier, t. I, pp. 178-179.

L'analyse du caractère fallacieux de cette liberté capitaliste, faite dans « Le Capital », ne conduit pas du tout à un pessimisme décourageant selon lequel il n'y aurait pas la moindre issue sans la destruction immédiate du système dans son intégralité. De la critique implacable du réformisme, voulant aménager le capitalisme en prétendant supprimer ses antagonismes sans supprimer leurs bases, « Le Capital » est loin de conclure au rejet de la lutte pour des réformes. Il étudie, au contraire, minutieusement les luttes effectives des travailleurs. Ainsi, il montre comment les ouvriers s'unissent (dans les syndicats) pour diminuer la concurrence entre individus « libres », et utilisent notamment l'arme de la grève. Il montre comment les travailleurs élèvent au niveau politique leur action de classe, en commençant tout d'abord par imposer des lois contraignant « violemment » capitalistes et travailleurs à la limitation de la journée de travail et au respect de certaines conditions de travail (3).

« La législation moderne accourcit violemment la journée de travail » (Livre premier, t. I, p. 265).

« Dès qu'ils découvrent l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns aux autres... ils s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non occupés [...] Pour se défendre contre « le serpent de leurs tourments », il

faut que les ouvriers ne fassent plus qu'une tête et qu'un cœur ; que par un grand effort collectif, par une pression de classe, ils dressent une barrière infranchissable, un obstacle social qui leur interdise de se vendre au capital par « contrat libre » eux et leur progéniture, jusqu'à l'esclavage et à la mort » (1).

1. Livre premier, t. 83 et t. I, pp. 295-298

Marx étudie, de façon détaillée, les « lois de fabrique » en soulignant leur portée révolutionnaire.

Cependant, il explique comment les tendances nécessaires de l'exploitation capitaliste, ainsi contenues, ne sont pas supprimées. Bien plus, « Le Capital » démontre que si les antagonismes internes de la société capitaliste ont conditionné un progrès rapide des forces productives, ce progrès finit par rendre les antagonismes capitalistes de plus en plus intolérables et contraires au progrès lui-même, tout en préparant les conditions de leur dépassement révolutionnaire.

Précisément dans la situation actuelle, les masses aspirent à des réformes très profondes commençant à briser la domination de toute la vie des travailleurs par l'accumulation forcenée du produit de leur travail, le capital, et donc ouvrant une phase de transition révolutionnaire au socialisme. La conscience grandit du monde à l'envers, intolérable, de la production capitaliste.

« Les moyens de production se sont transformés... en moyens d'absorption du travail d'autrui. Ce n'est plus le travailleur qui les emploie, mais ce sont au contraire eux qui emploient le travailleur. Au lieu d'être consommés par lui comme éléments matériels de son activité productive, ils le consomment lui-même comme ferment indispensable à leur propre vie ; et la vie du capital ne consiste que dans son mouvement comme valeur perpétuellement en voie de multiplication [...] Cette interversion des rôles... caractérise la production capitaliste... Ce renversement étrange du rapport entre le travail mort et le travail vivant, entre la valeur et la force créatrice de valeur... » (2).

2. Livre premier, t. I, 303-304.

« INTERESSEMENT », PRODUCTIVITE ET PLUS-VALUE RELATIVE

Devant les luttes actuelles amplifiées contre les effets du système d'exploitation capitaliste et étant donné sa soif accrue de plus-value pour rentabiliser le capital accumulé en quantité devenue énorme, la classe dirigeante et ses maîtres à penser redoublent d'efforts pour masquer l'exploitation tout en l'aggravant encore. D'où toutes les prétendues formes d'« intéressement » au progrès de la productivité et de la production, actionnariat ouvrier, contrats de progrès, direction participative par objectifs (D.P.O.), etc. Bien que certaines formes puissent exprimer la pression des luttes, elles s'efforcent toutes de faire « participer » les travailleurs à leur propre surexploitation et de réduire l'exercice de leur droit de grève.

Depuis longtemps les apologistes du capitalisme avaient vanté la croissance du salaire réel avec la productivité. Ce thème a été largement repris ces dernières années. Il est toujours à la mode, comme le montre, entre autres, Pompidou dans ses conférences de presse. On prétend que toutes les classes s'enrichissent plus ou moins avec la croissance de la productivité, tandis qu'en réalité une minorité en profite pour accroître sa domination sur l'immense majorité.

Dans « Le Capital », Marx montre comment la croissance de la productivité, même si elle s'accompagne d'une certaine croissance du salaire réel, est utilisée dans le cadre de la domination capitaliste pour accroître l'exploitation des travailleurs et l'usure de leur force. Il faut considérer ici les analyses de la plus-value relative et de l'intensification du travail.

Le taux de plus-value ou d'exploitation s'élève, quand s'élève le rapport entre la masse de plus-value et le salaire en valeur produits par l'ouvrier, ou en d'autres termes, le rapport entre le temps de surtravail (pour la plus-value) et le travail nécessaire (à la reproduction du salaire).

Le procédé de croissance le plus simple de la masse et du taux de la plus-value, par l'allongement de la journée de travail, est étudié en premier par « Le Capital ». Il explique comment ce procédé domine en Europe occidentale jusqu'au premier tiers du XIX^e siècle. Mais cette méthode d'accroissement de la plus-value ne disparaît jamais comme tendance. Ainsi, revenant graduellement sur la conquête des 40 heures du Front populaire de 1936, de 1945 à 1966 en France, la durée hebdomadaire du travail dans l'industrie de transformation passe officiellement en moyenne de 42,5 heures à 46,3, tandis que le « travail noir » et son exploitation supplémentaire s'ajoutent à cette durée pour de nombreux travailleurs. Depuis 1967, il y a une très légère réduction de la durée hebdomadaire officielle du travail qui reste une des plus longues des pays capitalistes développés (45,8 en 1969, 45 heures environ en 1971). Mais en même temps, l'exploitation continue à s'aggraver en raison de la poursuite de la croissance de la plus-value relative et de l'intensification du travail qui atteignent aujourd'hui des degrés extrêmes.

Marx montre dans « Le Capital » comment la masse et le taux (par rapport au salaire) de la plus-value peuvent croître considérablement sans allongement de la journée de travail et même en liaison avec une certaine réduction de cette journée. L'exploitation en quantité absolue et en taux relatif peut croître aussi malgré une certaine augmentation du salaire réel, c'est-à-dire du salaire exprimé en une quantité de produits physiques comparables.

Rappelons, tout d'abord, les résultats de l'analyse de la plus-value relative faite au chapitre XII du Livre premier du « Capital ».

Si la productivité horaire du travail (total) croît, il faut moins d'heures pour produire l'équivalent du salaire. Et si elle croît suffisamment, il faut moins d'heures pour produire l'équivalent d'un salaire quelque peu augmenté en produits physiques, mais diminué en valeur ou en heures de travail moyen. Il suffira, par exemple, pour produire un salaire quelque peu augmenté en produits physiques, de trois heures journalières au lieu de quatre heures, sur une journée de huit heures. Si la journée est réduite d'une demi-heure, passant à 7 h 30, la masse de plus-value représente désormais 4 h 30 (7 h 30 moins 3 h), au lieu de 4 h auparavant (8 h moins 4 h). Le taux de plus-value ou d'exploitation passe, dans cet exemple théorique, de 100 % (4/4) à 150 % (4,5/3) !

On comprend que Marx écrive :

« Le développement de la force productive du travail, dans la production capitaliste, a pour but de diminuer la partie de la journée de travail où l'ouvrier doit travailler pour lui-même afin de prolonger ainsi l'autre partie de la journée où il peut travailler gratis pour le capitaliste » (1).

En France, de 1938 à 1966, la productivité mesurée par la production industrielle par heure de travail vivant aurait été multipliée par environ 2,6, c'est-à-dire élevée de 160 % (2). De 1958 à 1967 seulement, la productivité mesurée par rapport entre la production intérieure brute et les heures de travail correspondantes, aurait connu une croissance plus rapide et se serait élevée d'environ 60 % (ou multipliée par 1,6) (3). Entre 1959 et 1970, enfin, l'augmentation moyenne par an de la productivité brute du travail aurait été d'environ 4,6 % (4). Il s'agit, uniquement, d'ordres de grandeur qui d'ailleurs ne sont pas exactement comparables, mais néanmoins suggestifs du mouvement réel (5). Cependant, l'aggravation de l'exploitation est bien plus profonde actuellement si l'on considère le processus de l'intensification du travail.

L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL ET SES LIMITES ACTUELLES

Dans « Le Capital », Marx étudie comment la « révolte grandissante de la classe ouvrière força l'Etat à imposer... le raccourcissement légal de la journée » de travail. Il précise dans quelles conditions cette durée passe de 12 heures et plus, à 10 heures vers le milieu du XIX siècle en Angleterre du moins (6), grâce aux luttes acharnées des travailleurs et en dépit des penseurs bourgeois expliquant gravement qu'il n'y aurait plus de profit si l'on supprimait la « dernière heure ». Mais il montre aussi comment le raccourcissement de la journée a permis d'élever l'intensité du travail.

« Le Capital se jeta avec toute son énergie... sur la production de la plus-value relative... avec le raccourcissement légal de la

1. Livre premier, t. II, p. 15.

2. Traité sur « Le capitalisme monopoliste d'Etat », Editions sociales, t. I, p. 338. D'après H. Nollet, **Economie et Politique**, avril 1967.

3. J. Servant : « Salaires, productivité, compétitivité, contrôle démocratique ». **Economie et Politique**, juillet-août 1968.

4. I.N.S.E.E. Annuaire statistique de la France, 1971.

5. En effet, ces nombres concernent le travail vivant et non le travail consommé total, vivant plus cristallisé dans les moyens de production (dont la part tend à grandir après 1960).

6. La France passe seulement à la loi de 12 heures en 1848.

journee. L'énorme impulsion qu'il donne au développement du système mécanique et à l'économie des frais contraint l'ouvrier aussi à dépenser, au moyen d'une tension supérieure, plus d'activité dans le même temps, à resserrer les pores de sa journée et à condenser ainsi le travail à un degré qu'il ne saurait atteindre sans ce raccourcissement. »

« Dès lors on commence à évaluer la grandeur du travail doublement, d'après sa durée ou son extension, et d'après son degré d'intensité, c'est-à-dire la masse qui en est comprimée dans un espace de temps donné, une heure par exemple. L'heure plus dense de la journée de dix heures contient autant ou plus de travail, plus de dépense en force vitale, que l'heure plus poreuse de la journée de douze heures » (1).

1. Livre premier, t II, pp. 92-93.

Marx cite à l'appui de son analyse des témoignages sur le « travail considérablement accru par suite de l'attention et de l'activité supérieure que la vitesse très augmentée des machines exige du travail » (2).

2. Ibidem, p. 95.

Il montre aussi, d'après l'expérience du moment où il écrit, que l'intensification croissante du travail finit par rencontrer des limites de plus en plus impérieuses, car elle « attaque la santé de l'ouvrier et, par conséquent, sa force productive elle-même ». C'est pourquoi, finalement, elle « doit conduire à un point où une nouvelle diminution des heures deviendra inévitable », écrit-il, en indiquant que « l'agitation des huit heures commença » dès 1867 en Angleterre.

Après la deuxième guerre mondiale, en France comme dans tout le monde capitaliste, l'intensification du travail a connu une telle progression qu'elle se heurte aujourd'hui à des limites extrêmement graves. Comme on le sait, la durée légale du travail a été réduite dans l'entre-deux-guerres en France, surtout par les lois du Front populaire, allant au-delà de la loi de la journée de 8 heures acquise en 1919, avec la semaine de 40 heures et les premiers congés payés annuels. Sur cette base, on assiste à un grignotage progressif de la loi de 40 heures jusqu'en 1966, mais surtout à une intensification sans précédent du travail, s'ajoutant à la croissance proprement technologique de la productivité, à partir des années 1950 principalement. Dans les dernières années, alors que la durée du travail a cessé de croître et a même commencé à reculer très légèrement, l'intensification a encore été accélérée avec les exigences exorbitantes de plus-value du capital accumulé devenu énorme et utilisant à sa façon les nouvelles conditions technologiques.

Ainsi, après la Conférence nationale sur l'activité du Parti communiste à l'entreprise en novembre 1971 (3), les journées d'étude sur les O.S. de juin 1972 ont insisté à propos de cette partie importante de la classe ouvrière, sur la hantise des cadences et des rythmes plus impitoyables que jamais, l'insuffisance des pauses, la tendance généralisée à la fatigue profonde,

Voir les Cahiers du communisme de décembre 71,

le nombre accru des accidents souvent mortels (presque deux travailleurs morts par heure de travail dans la France d'aujourd'hui) (1) les troubles physiques et nerveux, l'usure et le vieillissement précoces (2). Voilà le résultat de vingt-cinq années d'application capitaliste du progrès technologique rapide ! Mais ce qu'il y a de nouveau c'est, avec la gravité des atteintes à la force vitale des prolétaires, le sentiment du caractère intolérable de cette situation et l'entrée massive de nouveaux travailleurs dans la lutte contre la surexploitation et pour leurs besoins vitaux. D'où le refus croissant des O.S., par exemple, d'être exploitables « à merci ». D'où la force, qui deviendra irrésistible, de la revendication pour tous les travailleurs du retour effectif aux 40 heures accompagnées de salaires décents (à partir du minimum de 1.000 F 1972) et du droit à la retraite à 60 ans.

Cependant, les luttes actuelles, tendant à briser l'intransigeance du grand patronat et du pouvoir d'Etat sur ces revendications importantes, visent bien au-delà d'un aménagement, même substantiel, du système d'exploitation. Elles tendent à un contrôle général démocratique de toutes les conditions de travail et de vie des diverses catégories de travailleurs pour effectivement vivre mieux et changer leur vie. Elles sont donc conduites à poser la question des moyens nécessaires de l'instauration progressive de ce contrôle. Au premier rang de ces moyens se situent la nationalisation des secteurs-clés de l'économie ainsi que l'accès des forces ouvrières et démocratiques à la direction de l'Etat et sa refonte par elles. Nous considérerons les enseignements du « Capital » sur ces moyens dans la deuxième partie de l'étude. Cette aspiration grandissante à des changements très profonds et d'une grande portée révolutionnaire résulte de la généralisation et de l'aggravation extrême des antagonismes capitalistes dans tous les domaines de la vie sociale, à laquelle aboutit actuellement le capitalisme dans sa forme contemporaine, c'est-à-dire le capitalisme monopoliste d'Etat.

L'étude de l'extension et de l'approfondissement actuels des antagonismes capitalistes est, elle aussi, éclairée à partir de l'analyse des tendances nécessaires du capitalisme faite dans « Le Capital ». Nous ne pouvons ici qu'en rappeler succinctement quelques éléments.

CROISSANCE DES BESOINS ET ECRASEMENT DU POUVOIR D'ACHAT

Il s'agit, tout d'abord, de l'analyse de la croissance des besoins des travailleurs ainsi que des difficultés et des antagonismes de leur satisfaction dans le cadre capitaliste. « Le Capital » montre que les besoins vitaux des travailleurs ont un caractère « historique » (3). C'est pourquoi ils se sont accrus notamment avec les exigences du progrès technique. On peut citer comme exemple les besoins d'éducation moyens de la force de travail simple et ceux de la force qualifiée, les besoins nouveaux de recyclage, etc.

1. L'Humanité du 8 septembre 1972.

2. On peut noter que depuis quelques années, malgré les progrès de la médecine, la mortalité au-delà de 50 ans aurait tendance à croître légèrement, dans plusieurs pays capitalistes avancés, tout en cessant de reculer dans la plupart (voir, entre autres, **Population et société**, de novembre 1971).

Par ailleurs, l'augmentation des psycho-névroses tend à prendre en France, comme ailleurs, des proportions considérées comme catastrophiques : 20 % de toutes les causes d'entrée en invalidité à Paris en 1968, contre 6 % en 1950. (Rapport provisoire de la Commission de la santé du VI^e Plan).

3. Livre premier, t. I, p. 174.

1. Livre premier, t. I, p. 75.

2. Livre troisième, t. I, pp. 109-310.

3. Livre premier, t. II, p. 9.

4. Livre premier, t. II, p. 198.

5. Livre premier, t. III, p. 10.

6. Livre troisième, t. II, p. 152.

7. Livre premier, t. III, p. 198.

8. Livre premier, t. III, p. 13.

« Le Capital » note « les frais d'éducation très minimes... pour la force de travail simple » de son temps (1). Mais déjà à propos de travailleurs plus qualifiés, comme les employés de bureau, il remarque que le capitalisme tend à dévaluer leur force de travail grâce au développement unilatéral, parcellaire, de leurs facultés, à la formation au cours du travail, à la généralisation de l'instruction publique provoquant l'affluence et la concurrence accrues dans la profession, d'où la baisse des salaires (2).

A propos d'augmentation éventuelle des consommations réelles sans meilleure satisfaction des besoins accrus, « Le Capital » évoque notamment les besoins nouveaux suscités par la tendance au développement du travail des femmes, depuis les frais concernant les travaux domestiques jusqu'à ceux des soins des enfants (3). Il note, d'ailleurs, l'effort des capitalistes pour diminuer la rémunération individuelle des travailleurs en liaison avec le plus grand nombre de travailleurs par famille, comme on le voit aujourd'hui notamment avec la réduction des salaires des femmes et des jeunes.

Enfin, l'intensification du travail accroît les besoins en augmentant les exigences de la reconstitution de la force de travail. Ce qui est tout particulièrement le cas de nos jours avec les besoins accrus de consommation matérielle, de dépenses de santé, de culture, de distraction, sans parler des besoins de réduction du temps de travail hebdomadaire, annuel, ou de vie active. « Le Capital » montre même que si l'usure des travailleurs s'accroît et leur vieillissement s'accélère, alors malgré un accroissement de salaire, la « plus grande recette » ne compense plus « la plus grande dépense en force vitale » : le travailleur ne reçoit même plus la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire la somme permettant sa reproduction normale (4).

A propos de l'insuffisante satisfaction des besoins des travailleurs, il convient de considérer le problème du pouvoir d'achat. « Le Capital » évoque, à plusieurs reprises, la question du « prélèvement sur le salaire » et de son importance dans la pratique (5). Il note le rôle de la hausse des prix amputant ou effaçant la hausse du salaire nominal frappant d'ailleurs aussi les travailleurs situés hors de la production matérielle et tous les revenus fixes (6). Cependant, il ne développe pas beaucoup cette question. Il souligne, sans beaucoup la développer également, la question du prélèvement de la fiscalité sur les travailleurs (7). Il étudie les allocations publiques aux « pauvres » et invalides du travail, rognées le plus possible mais permettant de diminuer les salaires versés par les capitalistes (8).

De nos jours, dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat, les prélèvements sur les salaires et les revenus des travailleurs, opérés par la hausse de prix et par la fiscalité, atteignent des proportions inouïes et plus intolérables que jamais. L'Etat bour-

geois favorise en règle générale la hausse des prix des produits vendus par les monopoles capitalistes, permettant d'accroître encore leurs profits, notamment par sa politique monétaire et de crédit. Développant son rôle d'« exploitateur collectif », il utilise systématiquement les immenses ressources qu'il tire de la fiscalité et du crédit inflationniste — comme le montre l'acharnement hypocrite d'un Giscard d'Estaing — dans l'intérêt de l'accumulation et du profit des monopoles capitalistes. Nous le précisons dans la deuxième partie sur le C.M.E. et sa crise, où nous verrons pourquoi la hausse des prix et le prélèvement fiscal se sont particulièrement aggravés dans la dernière période. Il fait pression sur les allocations familiales ou de Sécurité sociale, arrachées par les luttes des travailleurs, pour les limiter tant qu'il peut, mais aussi en prend prétexte pour renforcer l'intransigeance patronale sur les salaires. Le retard des allocations familiales sur l'évolution des salaires en France est particulièrement marqué. Il est estimé actuellement à 25 ou 30 % des allocations.

CONDITION DE VIE HORS TRAVAIL

« Le Capital » étudie l'aliénation non seulement des conditions de travail mais de la vie hors travail des travailleurs à l'exploitation et à l'accumulation capitalistes. Il montre, par exemple, comment les capitalistes « lésinent » sur le temps de repas et le temps de sommeil des travailleurs (1). Il illustre la dictature du capital sur la vie hors du travail surtout à partir de la question de « l'habitation ». Il montre comment s'approfondissent les difficultés du logement « à mesure que l'accumulation du capital s'accélère dans une ville industrielle ou commerciale et qu'y afflue le matériel humain exploitable », travailleurs chassés de la campagne ou d'un pays sous-développé comme l'Irlande (2). Il note le rôle des expulsions des vieux quartiers centraux rénovés pour être accaparés par la circulation, les banques et autres édifices capitalistes, ainsi que le poids de la spéculation sur les terrains urbains.

Actuellement, certes, les manifestations concrètes de la crise du logement ne sont plus aussi noires sur le plan matériel de la salubrité, du moins dans les pays capitalistes développés, malgré les bidonvilles et le million d'habitations officiellement insalubres en France. Mais d'autres problèmes matériels et moraux ont pris des dimensions inouïes et se sont considérablement aggravés. D'une façon générale, avec l'urbanisation beaucoup plus massive de notre société, la question des antagonismes capitalistes du logement et de l'urbanisme a pris aujourd'hui des proportions sans précédent.

Outre la gravité de l'insuffisance de « logements sociaux », on peut souligner, notamment, le problème, auquel « Le Capital » fait à peine allusion, du transport des travailleurs, avec la fatigue due non seulement à l'encombrement mais à la durée des trajets.

1. Livre premier, t. I, p. 260.

2. Livre premier, t. III, pp. 103-104.

La revue patronale « Entreprise » du 1^{er} septembre 1972 doit reconnaître : « Autrefois, lieu d'habitation et lieu de travail étaient rapprochés. Ils se sont aujourd'hui éloignés à l'extrême ». En effet, l'urbanisation sauvage provoque la création de cités-dortoirs... « La durée moyenne des trajets quotidiens est, actuellement, supérieur à une heure et demie dans la région parisienne. Pour certains elle est même de trois heures ; alors, pour une journée de travail de huit heures, les salariés parisiens qui passent chaque matin et chaque soir une heure et demie dans le métro et dans le train, se trouvent absents de chez eux pendant onze heures. Ainsi on en est revenu à la situation du XIX^e siècle, en dépit de la diminution générale de la durée du travail ». On devrait aussi développer la question du temps libre et des « loisirs », leur besoin croissant avec les nouvelles conditions de travail, de culture, de vie familiale, etc., et leur asservissement grandissant au capital.

Que dire enfin de la pollution du milieu de vie par l'industrie capitaliste, sur laquelle on fait beaucoup plus de bruit, ainsi qu'à propos de la tendance à l'épuisement des ressources naturelles, dans la mesure où l'on veut y trouver une prétendue explication des maux capitalistes actuels par le progrès technique lui-même et par la croissance naturelle de la population ! Déjà « Le Capital », à partir de l'épuisement capitaliste des terres agricoles, élevait le débat et concluait :

« La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur » (1).

Dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat, l'Etat monopoliste prend en charge sur les ressources qu'il tire de la population, le financement et l'organisation de la majeure partie non seulement des transports et de l'urbanisme, mais aussi de l'éducation et de la santé. Avec la croissance des besoins suscités par le progrès technique, cela permet de réduire collectivement les frais par l'économie des dépenses en grand et la compensation des besoins inégaux des individus. Mais le but de l'économie en question n'est pas l'accroissement des satisfactions. C'est l'élévation du taux de profit des grands capitaux privés. D'une part, les fonds considérables avancés pour fournir les prestations le sont en dehors de la production matérielle seule productrice de plus-value. S'ils étaient avancés par des entreprises capitalistes, ils réclameraient un profit et donc diminueraient le taux de profit moyen en prélevant une partie de la plus-value sociale. D'autre part, l'Etat peut faire plus facilement pression sur les consommations collectives populaires.

Ainsi, on assiste actuellement dans le cadre de la crise du C.M.E. à une limitation plus grave que jamais de la croissance de ces frais par rapport aux besoins grandissants, en raison des exigences nouvelles de l'accumulation et de la rentabilité privées.

1. Livre premier, t. II, p. 182.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Dans les conditions nouvelles de cette phase cruciale de la crise générale du capitalisme, les antagonismes capitalistes deviennent aussi particulièrement intolérables dans le domaine des conditions de travail.

« Le Capital » montre comment le despotisme capitaliste sur les conditions de travail ne résulte pas pour l'essentiel de la méchanceté de tel patron, et encore moins de la mesquinerie de tel contremaître, mais des exigences du système lui-même qui s'imposent par l'intermédiaire de la concurrence pour la profitabilité du capital à tous les capitalistes.

Il analyse, de la sorte, les contradictions antagoniques entre la stimulation de « l'économie des frais » pour les matériels ou bâtiments et le gaspillage de la force de travail. L'économie des dépenses capitalistes quand elle concerne les salariés conduit à « la dilapidation effrénée » de leur force vitale (1). Il montre comment tendra historiquement à s'approfondir l'opposition entre la parcellisation des travailleurs, réduits au travail fastidieux d'« accessoires conscients » d'un mécanisme matériel, et la socialisation, ainsi que l'accélération du progrès technique qui exigeront la polyvalence et l'utilisation de toutes les possibilités de l'individu (2). Il souligne l'antagonisme entre l'exigence croissante de science technologique et la tendance à la scission entre travail intellectuel, scientifique, et travail manuel ou travail parcellisé, mutilé (3).

1. Livre premier, t. II, p. 142.

2. Livre premier, t. II, pp. 162-163 et p. 166.

3. Livre premier, t. II, pp. 50-51.

Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat a étendu et approfondi ces antagonismes pour toutes les catégories de travailleurs. Mais ce qu'il y a de plus nouveau aujourd'hui, c'est le niveau de débordement que commencent à atteindre ces antagonismes avec la crise du capitalisme monopoliste d'Etat. Il s'agit de l'opposition croissante entre, d'une part, les débuts de l'automation et de la révolution scientifique élevant les exigences de qualification et de responsabilité et, d'autre part, le maintien de la majorité des travailleurs dans le rôle de bouchetrous de la mécanisation ou au mieux de la demi-automation, la tendance à leur déclassement par les nouveaux matériels, etc. Nous reviendrons plus précisément sur ces questions dans la deuxième partie de l'étude.

Dans les nouvelles conditions de la crise du système, on assiste à une progression sans précédent de la prise de conscience et des luttes concernant les conditions de travail, dans l'usine capitaliste en premier lieu, mais aussi dans les autres secteurs d'activité. Il ne s'agit pas seulement de tel effet du système ou de ses abus criants. Mais aussi, à travers les indispensables luttes concrètes contre les effets et les abus, les travailleurs tendent à se dresser contre le principe même de la domination du capital qui veut notamment qu'ils soient traités comme des matériels plus élastiques que les machines et non comme des hommes dans

l'intérêt desquels les machines pourraient exister. Certes l'usine moderne, mise à part la vétusté particulière d'une partie notable de l'appareil productif français, ne connaît plus les conditions concrètes atroces de la fabrique du XIX^e siècle. Déjà « Le Capital » montre comment à la fin du XIX^e siècle les luttes des travailleurs et les exigences du progrès technique faisaient reculer bien des « abus anciens » de la tendance « homicide » de la grande industrie capitaliste (1).

1. Livre premier, t. II, p. 108, note 2.

Mais plus que tel ou tel excès, c'est la persistance de la tendance aux excès nouveaux et aux abus de toute sorte, ce sont les limites évidentes dans la pratique des améliorations en dépit des innovations techniques extraordinaires qui permettraient de changer radicalement la situation des travailleurs, ce sont les progrès tronqués qui rendent le système bien plus insupportable que par le passé. On commence à concevoir, en effet, la possibilité d'en sortir. Or, comme le soulignait déjà Tocqueville à propos des années précédant la révolution de 1789 : « Le mal qu'on souffrait patiemment comme inévitable semble insupportable dès qu'on conçoit l'idée de s'y soustraire » (2).

2. « L'ancien régime et la révolution », chapitre IV.

LES EFFORTS NOUVEAUX D'INTEGRATION ET DE DIVISION PAR LES MONOPOLES DE L'ETAT MONOPOLISTE

Devant la gravité du mécontentement populaire et les perspectives de changements démocratiques très profonds ouvrant la voie au socialisme définies concrètement par le Programme commun de gouvernement du Parti socialiste, du Parti communiste et des Radicaux de gauche, la classe dirigeante et ses porte-parole du pouvoir s'efforcent de trouver de nouvelles formes pour non seulement maintenir mais accroître l'exploitation multiforme des travailleurs. L'accumulation devenue énorme des capitaux les contraint d'ailleurs à aggraver l'exploitation, tandis que les nouvelles conditions technologiques les poussent à certaines adaptations.

On assiste à des efforts redoublés d'« intégration » des travailleurs au système du capitalisme monopoliste d'Etat, et en même temps à des tentatives de « disjonction » des luttes des différentes couches populaires.

En ce qui concerne l'intégration, on peut citer, en particulier, les efforts récents ou annoncés en direction des grandes entreprises, pour la critique desquels les analyses du « Capital » sont suggestives.

Ainsi, pour lutter contre le sentiment de « frustration » et accroître encore l'intensification du travail dans les nouvelles conditions technologiques, des formes renouvelées de prétendu « intérêt » aux résultats sont tentées, comme l'organisation de groupes autonomes de travailleurs gérant leur propre budget et s'ingéniant à trouver eux-mêmes les meilleurs moyens d'accroître

tre leur « rendement », ou « gestion participative ». Il s'agit, dans les conditions actuelles, d'une nouvelle modalité d'exploitation des travailleurs par eux-mêmes ou plus exactement sous leurs propres initiative et contrainte, dont déjà certaines formes primitives pratiquées dans le bâtiment du XIX^e siècle avaient été dénoncées comme telles par Marx dans « Le Capital ».

Les « réformateurs » du grand capital préfèrent encore prôner l'actionnariat des salariés, permettant de prélever une partie du salaire pour l'accumulation et surtout — espèrent-ils — de rendre dociles aux injonctions du capital les travailleurs en leur faisant croire qu'ils « participent » à la propriété et au contrôle de l'entreprise.

Edgar Faure avoue, en s'adressant au grand capital, que cette forme d'intéressement n'a pas « pour inconvénient de diminuer la marge disponible pour les investissements par autofinancement » et que la « participation des travailleurs » qu'il préconise « n'apporte pas de gêne essentielle au contrôle des capitalistes » (1).

On connaît enfin la campagne visant à améliorer « l'atmosphère » et les « relations » dans les entreprises. Cela permettrait, d'une part, de lutter à peu de frais contre le mécontentement devenu très grave et d'élever le « rendement ». Cela permettrait, d'autre part, en donnant plus de responsabilité et d'initiative, dans le cadre de la gestion capitaliste, de répondre aux exigences nouvelles des matériels les plus modernes. Ces derniers sollicitent davantage « l'attention » et les « décisions » des travailleurs, et les coûts ou manques à gagner de leur fonctionnement insuffisant sont très élevés. Comme vient de le reconnaître crûment le vice-président du C.N.P.F. François Ceyrac : « Si les gens sont écœurés... il n'y aura pas de créativité » (2). Sans oublier le principal, Pompidou, dans son discours du Mans de juin 1972, suggère que les spécialistes « cherchent des solutions qui donnent aux hommes un certain agrément dans le travail, tout en gardant naturellement la capacité de production ». Quant à la revue « Entreprise » du 1^{er} septembre 1972, elle préconise « une bonne lubrification des relations » en déclarant : « La paix ne pourra intervenir dans les usines qu'à ce prix. »

C'est pourquoi la nouvelle équipe, Messmer-Faure, de Pompidou promet dans son « plan social » électoral d'instaurer une prétendue « économie de participation » et de prendre des mesures pour que les travailleurs se sentent « plus responsables et plus dignes » (3), tout en proclamant comme Edgar Faure en cercle restreint, qu'on doit rester en « économie de profit » (4). Mais les monopoles et leur pouvoir s'efforcent aussi d'obtenir la disjonction et même l'opposition des luttes populaires entre elles. Il s'agit des efforts pour opposer revendications de salaire et revendications concernant les consommations collectives, ou plus généralement revendications quantitatives et qualitatives, alors qu'elles sont complémentaires. Il s'agit des efforts pour faire

1. « L'âme du combat », pp. 266-269.

2. Cité par Jean-Claude Poulain, « Les questions sociales au centre de l'affrontement idéologique », *Economie et Politique*, septembre 1972.

3. Messmer, conférence de presse du 6 septembre 1972.

4. Le 12 septembre 1972, devant le Congrès de l'Institut national de gestion.

se dresser les uns contre les autres les ouvriers et les cadres dans l'entreprise, quitte à donner au patronat le rôle de « pacificateur » entre eux, comme le réclame « Entreprise ». Il s'agit de tentatives pour opposer les travailleurs à cette prétendue « classe de fonctionnaires » rendue responsable des maux de l'appareil public et stigmatisée par Pierre Drouin, estimant dans « Le Monde » que la lutte doit être menée contre « le léviathan administratif » et non pour les nationalisations.

Alors que toutes les catégories du peuple sont désormais frappées, bien qu'à des degrés divers, dans leurs conditions de vie et de travail, Messmer affirme que seuls sont frappés par l'injustice « les handicapés, les personnes âgées et les victimes du progrès », tandis « qu'un adulte en bonne santé a le moyen, en France, de gagner sa vie dans des conditions correctes » (1). Pompidou s'écrie dans sa conférence de presse du 21 septembre : Il y a « beaucoup plus malheureux que les salariés ».

Le « plan social » électoral Faure-Messmer a fait quelques concessions sur certains abus particulièrement criants concernant les abattements de zone des allocations familiales ou l'allocation-vieillesse. Mais les ressources viendront principalement des excédents de la Sécurité sociale (dans la mesure où les cotisations suivent les salaires, mais où les allocations ont été freinées) et de l'impôt de consommation qu'est la vignette automobile. Rien encore pour les travailleurs actifs. Et si un groupe d'étude a été constitué sur le S.M.I.C. dont le retard est révoltant, Messmer a précisé dans sa conférence de presse du 6 septembre qu'il n'est pas question de répercussion hiérarchique.

LA POLARISATION DE LA SOCIÉTÉ ET LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT

La réalité montre à l'inverse des efforts désespérés de division et d'intégration du pouvoir et des monopoles, la polarisation grandissante de la société française. Cette polarisation rapproche toutes les catégories de travailleurs tout en les opposant à la poignée de monopoleurs qui dominent l'écrasante majorité de la nation. Ainsi se vérifient avec éclat les analyses du « Capital » sur les tendances à la prolétarianisation, au renforcement de l'exploitation des travailleurs non-ouvriers, à la concentration du capital. « Le Capital » analyse la prolétarianisation des petits producteurs indépendants et des petits patrons. Il insiste sur « l'éviction ininterrompue de la population agricole » (2). Cette éviction des paysans a affecté notre pays de façon particulièrement massive et brutale ces dernières années. L'importance de la classe ouvrière s'est accrue. Les conditions précaires des petits producteurs les rapprochent des travailleurs salariés. « Le Capital » évoque non seulement la salarisation du travail commercial de bureau mais même celle du travail de direction de l'entreprise (3).

1. France-Soir du 9 août 1972.

2. Livre premier, t. III, p. 132.

3. Livre premier, t. II, p. 1.

Nous avons connu après la deuxième guerre mondiale un processus de salarisation rapide. Aussi les salariés représentent actuellement plus des trois quarts de la population active et leur proportion ne cesse de croître. Avec la salarisation accélérée des fonctions de direction elles-mêmes, le caractère parasitaire de la classe capitaliste s'affirme.

A propos des travailleurs non-productifs de valeur (situés hors de la production matérielle proprement dite), « Le Capital » souligne leur exploitation, en la rapprochant de celle des travailleurs productifs de plus-value, en raison de la recherche de l'extorsion du maximum de travail pour le minimum de salaire. En effet, « l'exercice de cette forme de travail, comme effort, dépense d'énergie et usure, tout comme pour n'importe quel autre salarié, n'est nullement limité par la valeur de sa force de travail (1). Aussi, tous les salariés sont traités comme matériel humain élastique, subordonné au processus d'extorsion de la plus-value et d'accumulation des capitaux, qu'il s'agisse de l'intensification du travail, de l'insuffisance des salaires et des conditions de vie par rapport aux besoins, etc.

1. Livre troisième, t. I, p. 309.

« Le Capital » souligne le rôle de la concurrence organisée par les capitalistes entre les ouvriers comme entre tous les travailleurs salariés. Il réfute la prétendue théorie des idéologues bourgeois sur le « fonds de salaire », « la somme à distribuer parmi les salariés » dont les limites seraient infranchissables, analogue à ce qu'on appelle actuellement « la masse salariale », visant à justifier les difficultés des salariés par leur concurrence mutuelle (2). Il souligne les efforts des capitalistes pour déclasser les travailleurs qualifiés dans la hiérarchie des salaires, travailleurs productifs ou non productifs (3). Il montre les efforts pour niveler les salaires par le bas, à partir de ceux des travailleurs issus des pays sous-développés, irlandais ou chinois (4). Combien se sont systématisés ces phénomènes actuellement, de la lutte des capitalistes pour écraser et fractionner la hiérarchie des salaires à l'utilisation massive des travailleurs immigrés ! Et en proposant des mesures pour une partie seulement des couches populaires aux frais de tous les travailleurs, M. Messmer a le front de nous parler de « réduction des inégalités sociales » et de solidarité nationale.

2. Livre premier, tome III, p. 51.

3. Livre troisième, t. I, p. 310.

4. Livre premier, t. III, pp.

« Le Capital » explique enfin comment la pression de la concurrence sur les travailleurs est liée au chômage (5), et il montre comment « même la partie la mieux payée de la classe ouvrière » est affectée par les crises et le chômage (6). Depuis 1967-1969, avec les débuts de la crise du C.M.E., la tendance à l'augmentation du nombre des chômeurs dans le monde capitaliste s'est accompagnée de l'extension du chômage à toutes les catégories de travailleurs, y compris les travailleurs intellectuels. Au début de septembre 1972, plus de 760.000 personnes sont à la recherche d'un emploi en France.

5. Livre premier, t. III, p. 83.

6. Livre premier, t. III, p. 109.

Par son rôle accru dans les consommations collectives, ainsi que par ses prélèvements sur le pouvoir d'achat populaire développant sa fonction d' « exploitateur collectif », l'Etat monopoliste renforce la solidarité de lutte de toutes les catégories de travailleurs touchées par sa politique menée dans l'intérêt de classe des grands capitalistes.

Les analyses bien connues de Marx sur la concentration capitaliste sont aussi confirmées de façon impressionnante. Non seulement les principaux capitaux sont désormais concentrés dans les mains de quelques dizaines de groupes monopolistes en France ; mais encore toutes les ressources publiques sont en définitive utilisées dans l'intérêt dominant de ces groupes par l'Etat, tandis que leurs liaisons cosmopolites croissantes avec le capital « supranational » les rendent encore plus étrangers à la nation.

Cette polarisation sociale, ainsi que le caractère collectif de plus en plus marqué des forces productives, nous ont beaucoup rapprochés du moment prévu par Marx :

« A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui... »

La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés » (1).

1. Livre premier, t. III, p. 205.

Arrivé à ce point, il convient de souligner qu'il ne s'agit pas de l'espérance de réalisation d'une simple tendance abstraite. « Le Capital », dans son livre troisième tout particulièrement, présente au contraire une analyse essentielle très rigoureuse sur l'évolution du capitalisme vers ses limites. Cette analyse théorique, à condition d'être développée par son application à la réalité contemporaine, permet une étude précise du développement actuel vers ces limites et de leur dépassement révolutionnaire. Elle permet l'analyse de la crise du C.M.E. et de son issue que nous considérons dans la deuxième partie.

En effet, « Le Capital » ne conduit pas simplement à une mise en accusation des maux du capitalisme et de l'approfondissement de ses antagonismes, en arrachant les masques hypocrites de la domination de la société par l'exploitation. Il ne conduit pas à ce « genre de critique qui sait, si l'on veut, juger et condamner le présent, mais non le comprendre » (2). Au contraire, il permet

. Livre premier, t. II, p. 30.

de comprendre scientifiquement les bases nécessaires, et transitoires, de l'antagonisme de la société capitaliste à partir des conditions historiques du progrès de la productivité. Son point de vue de classe révolutionnaire n'est pas un point de vue étroit, ouvriériste. Il permet de rendre compte des lois de la totalité sociale objective en mouvement et donc de déboucher sur des solutions constructives véritables. Dès le Livre premier ce ne sont pas seulement l'exploitation, la plus-value, le profit qui sont au centre de l'analyse, mais leur lien avec l'accumulation du capital.

« Toutes les méthodes qui aident à la production de la plus-value favorisent également l'accumulation, et toute extension de celle-ci appelle à son tour celles-là » (1).

1. Livre premier, t. III, p. 88.

L'étude de l'essence des limites historiques du capitalisme va être précisément développée dans le Livre troisième avec l'étude des limites de l'accumulation, l'étude de la « suraccumulation ».

Dès le Livre premier, Marx indique :

« Le capitaliste n'a aucune valeur historique, aucun droit historique, aucune raison d'être sociale qu'autant qu'il fonctionne comme capital personnifié. Ce n'est qu'à ce titre que la nécessité transitoire de sa propre existence est impliquée dans la nécessité transitoire du mode de production capitaliste [...] Agent fanatique de l'accumulation, il force les hommes, sans merci ni trêve, à produire pour produire, et les pousse ainsi instinctivement à développer les puissances productrices et les conditions matérielles qui seules peuvent former la base d'une société nouvelle et supérieure » (2).

2. Livre premier, t. III, p. 32.